



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COPIE

**Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales**

**Arrêté n° 2020 – 1837 du 28 août 2020
imposant des prescriptions additionnelles à la société coopérative agricole
UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE
afin de renforcer le niveau de sécurité de son établissement de BRAS SUR MEUSE
à la suite de l'accident survenu le 29 juin 2020**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles R.181-45 et R. 512-69 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret n°2018-1054 du 29 novembre 2018 relatif aux éoliennes terrestres, à l'autorisation environnementale et portant diverses dispositions de simplification et de clarification du droit de l'environnement ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de Mme Pascale TRIMBACH, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-1484 du 28 juillet 2011 modifié autorisant la société coopérative agricole UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE à exploiter un centre de collecte, de stockage et de prétraitement de lait ou de produits dérivés de lait sur le territoire de la commune de BRAS SUR MEUSE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-1741 du 24 août 2020 accordant délégation de signature à M. Michel GOURIOU, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

VU le courriel du 3 juillet 2020 de la société coopérative agricole UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE adressé au Préfet de la Meuse et à l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, transmettant le rapport de notification de l'accident survenu dans son établissement de BRAS SUR MEUSE le 29 juin 2020 et identifiant des mesures correctives à mettre en œuvre pour éviter qu'un accident similaire ne se reproduise ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé PP/VB/103-2020 en date du 22 juillet 2020 ;

VU le projet d'arrêté porté le 22 juillet 2020 à la connaissance de l'exploitant ;

VU l'absence d'observation de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'accident survenu dans les installations du centre de collecte, de stockage et de prétraitement de lait ou de produits dérivés de lait exploité par la société coopérative agricole UNION LAITIÈRE

DE LA MEUSE à BRAS SUR MEUSE le 29 juin 2020, s'est produit à la suite d'une erreur commise lors d'une opération de dépotage d'un produit chimique ;

CONSIDÉRANT que, comme l'exige l'article R. 512-69 du code de l'environnement, la société coopérative agricole UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE a présenté les mesures correctives prises ou envisagées pour éviter qu'un accident similaire ne se renouvelle dans son établissement susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite de contrôle de l'établissement susvisé effectué par l'inspection des installations classées le 6 juillet 2020, il a été relevé des insuffisances organisationnelles constituant une des causes profondes de l'accident survenu le 29 juin 2020 et qu'il convient donc de prescrire des mesures additionnelles visant à renforcer le niveau de sécurité de cet établissement ;

CONSIDÉRANT que le phénomène dangereux susceptible d'être provoqué par le mélange de produits incompatibles entre eux n'a pas été envisagé et examiné dans l'étude des dangers que peuvent présenter les installations de l'établissement susvisé ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions fixées à l'article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-1484 du 28 juillet 2011 modifié doivent être clarifiées afin de distinguer les opérations de chargements ou de déchargements de produits dangereux de celles de produits non dangereux ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Champ et portée du présent arrêté

La société coopérative agricole UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE (ULM), dont le siège social est situé Zone d'Activités du Nid du Cygne à BRAS SUR MEUSE (55 100), est tenue pour la poursuite d'exploitation de son centre de collecte, de stockage et de prétraitement de lait ou de produits dérivés de lait sur le territoire de la commune de BRAS SUR MEUSE, de respecter strictement les prescriptions additionnelles définies par le présent arrêté, modifiant et complétant les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2011-1484 du 28 juillet 2011.

ARTICLE 2 : Dispositifs destinés à limiter les erreurs de dépotage de produits

L'exploitant met en œuvre un contrôle du contenu de chaque camion de livraison avant son entrée dans l'établissement. Ce contrôle est réalisé par deux personnes différentes dûment formées et est tracé par un document écrit.

En dehors de toute opération de chargement ou de déchargement de produits dangereux, les postes de dépotage sont cadenassés.

Le dépotage de produits dangereux s'effectue en la présence d'une personne nommément désignée par l'exploitant dans un document écrit et formée à cet effet. Cette personne est responsable des actions nécessaires pour decadenasser un poste de dépotage pendant l'opération de chargement ou de déchargement du produit.

L'exploitant établit une analyse du risque de mélange de produits incompatibles entre eux lors des opérations de dépotage pour l'ensemble des cuves et des produits réceptionnés dans son établissement, en mettant à jour l'étude des dangers de ses installations pour ce risque. Cette étude des dangers est en outre complétée par les mesures qu'il compte mettre en œuvre pour réduire le risque de mélange de produits incompatibles entre eux et de leur échéancier de réalisation.

ARTICLE 3 : Fonctions et formation du personnel de l'établissement

Sur la base de l'étude des dangers de son établissement, l'exploitant établit un document écrit identifiant les accidents susceptibles d'engendrer des conséquences pour le voisinage et l'environnement. Ce document définit également les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement de ces accidents, à tous les niveaux de l'organisation.

L'exploitant établit un plan de formation décrivant, pour chaque fonction dans l'entreprise, les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents précités. L'organisation et la fréquence de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation à la fonction occupée, sont explicitées.

Le personnel des entreprises extérieures travaillant dans l'établissement et susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement de ces accidents est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.

ARTICLE 4 : Gestion du retour d'expérience

Des mesures sont prises pour sensibiliser l'ensemble du personnel à la démarche de progrès continu.

L'exploitant établit un document définissant, sous sa responsabilité, les modalités de prise en compte et d'analyse des retours d'expérience des situations accidentelles et presque accidentelles, ainsi que les suites à donner à ces situations. À tous les niveaux de l'organisation, les personnes doivent être en mesure d'informer de la présence ou de la suspicion d'une situation presque accidentelle.

Lorsque des mesures dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux conséquences permettant d'améliorer la sécurité sont identifiées, celles-ci sont mises en œuvre dans des délais adaptés au risque qu'elles permettent de prévenir.

ARTICLE 5 : Poste de garde et contrôle des entrées

Les entrées des personnes et des véhicules extérieurs dans l'établissement ont conditionné au passage et à l'autorisation préalable de rentrer par un poste de garde.

Sous sa responsabilité, l'exploitant définit la liste des véhicules et personnes autorisés à pénétrer dans l'établissement. Toutes les dispositions nécessaires sont mises en œuvre afin d'empêcher une personne non autorisée de rentrer sur le site

ARTICLE 6 : Opérations de chargement et de déchargement de produits non dangereux

Les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2011-1484 du 28 juillet 2011 sont modifiées comme suit :

Les prescriptions fixées au premier paragraphe de son article 7.6.6 sont applicables uniquement aux opérations de chargements ou déchargements de produits dangereux.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires afin qu'en cas de fuite lors des chargements ou déchargements de produits non dangereux, le produit ne rejoigne pas le milieu naturel sans s'assurer du respect des valeurs limites d'émission prescrites à son article 4.3.8.

ARTICLE 7 : Délais d'application

Les exigences fixées aux articles 3, 4 et 5 du présent arrêté doivent être respectées **au plus tard dans le délai maximal de six mois suivant sa notification.**

L'exploitant est tenu de transmettre au Préfet et à l'inspection des installations classées la mise à jour de l'étude des dangers de l'établissement telle que prescrite au dernier alinéa de l'article 2 du présent arrêté **au plus tard dans le délai maximal de six mois suivant sa notification.**

Les autres prescriptions du présent arrêté sont applicables **dès sa notification.**

ARTICLE 8 : Sanctions administratives

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1^{er} du présent arrêté de se conformer aux prescriptions de cet arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 9 : Recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – Case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;

2° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts visés mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 10 : Information

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BRAS SUR MEUSE, commune d'implantation de l'exploitation.

Il y sera affiché pendant une durée minimum d'un mois. Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture de la Meuse – Bureau des procédures environnementales.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Meuse pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 11 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse, le Maire de BRAS SUR MEUSE et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à titre de notification à la société coopérative agricole UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE et, à titre d'information, au Sous-préfet de VERDUN, au Directeur départemental des territoires de la Meuse et à la délégation territoriale de la Meuse de l'agence régionale de santé Grand-Est.

BAR LE DUC, le **28 AOUT 2020**

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Michel GOURIOU